
MÉMOIRE

**Constat et avenir de l'agriculture
présenté par
Claude Beauclair, producteur laitier
de la région de Saint-Sévère**

**à la Commission sur l'avenir de l'agriculture
et de l'agroalimentaire québécois**

Février 2007

LA SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE VEUT-ELLE D'UNE AGRICULTURE?

Personnellement, je ne suis pas sûr que la réponse est positive et je vais vous dire la raison. D'entrée de jeu, je vous dirais que je ne pensais pas devoir intervenir ici ou ailleurs pour défendre la gestion de l'offre puisqu'il m'apparaît évident de son bienfait tant pour les producteurs, les consommateurs que pour l'État. Mais vous désirez savoir ce que l'on pense de l'avenir de l'agriculture et, dans mon cas, de la production laitière.

Notre belle société québécoise parle présentement « des deux côtés de la bouche » et ça m'agace profondément. Le lait que mes vaches produisent est pur à 100 %. Cependant, lorsque j'achète un produit laitier à l'épicerie, il ne l'est plus. Le yogourt est plein de sucre, d'amidon de maïs, d'arômes naturels, de poudre de lait, de concentré de protéines du lait, de gélatine, de pectine, etc. Les substances laitières modifiées et concentrés de protéines du lait sont des ingrédients importés à bas prix qui sont ajoutés aux produits.

Même chose quand j'achète du fromage. Il est rempli de substances laitières modifiées. Pourquoi? Quand j'achète de la crème glacée même chose (50 % du marché). Elle est faite avec de l'huile de beurre importé et, comme consommateur, on ne m'avertit même pas, c'est fait à mon insu. Tout bien de consommation que j'achète – soulier, vêtement, téléviseur – a une étiquette « made in China, US, France, etc. ». Mais dans ce que je mange, je ne le sais pas. Il y a un avantage certain pour les transformateurs laitiers à faire cela. Je crois que la raison est bien simple, c'est dans le but de faire plus de profit. Dans ces ingrédients que les transformateurs achètent et utilisent dans la transformation, est-il possible qu'ils renferment des résidus de produits chimiques qui sont interdits ici, mais qui sont encore permis dans bien des pays? J'ai déjà posé la question à savoir si les ingrédients laitiers importés étaient HACCP. Ils m'ont répondu qu'ils importaient ces ingrédients de pays plus avancés que nous au niveau de HACCP, mais on n'a pas pu me garantir qu'ils l'étaient vraiment. En 2007, HACCP (Lait canadien de qualité) débutera son implantation en production laitière. On assiste encore une fois à une réglementation sévère pour les producteurs de lait québécois, mais lorsque nous importons d'ailleurs, c'est autre chose.

Alors comme citoyen, je veux un environnement propre et des produits sécuritaires et de qualité. Mais dans les faits, je consomme des produits en partie importés qui ne respectent peut-être même pas ces caractéristiques.

Le résultat est dramatique. Comme consommateur, je fais mourir l'agriculture d'ici. Dans le seul dossier des importations des protéines du lait et des huiles de beurre, il s'en est importées pour 242 millions en 2006 au Canada et c'est en augmentation constante, selon la Fédération des producteurs de lait du Québec. Avec la gestion de l'offre, les producteurs ont un prix raisonnable pour leur lait et

les consommateurs payent leurs produits laitiers les moins chers au monde. Je vous invite à consulter le sommaire de l'étude de monsieur Daniel Mercier Gouin, économiste à l'Université Laval, portant sur la gestion de l'offre dans le secteur laitier qui se trouve en annexe. Il démontre très clairement le bienfait de la gestion de l'offre.

Le Canada donne tous ces permis d'importation sans aucune restriction. Je vois là une grande injustice. Les producteurs sont exploités ainsi que les consommateurs. Les producteurs sous gestion de l'offre vivent du marché sans subvention et l'État est incapable de les défendre et de les soutenir.

À la fin des années 90, on nous avait prévenu d'un grand danger : la mondialisation. « Seuls les plus gros et les plus forts vont survivre. » Et bien, je crois que la prophétie est en train de se réaliser. On a cru à ce beau discours, nous les producteurs, et moi le premier. J'ai fait en sorte que mon entreprise prenne de l'expansion et beaucoup d'autres producteurs ont fait de même. De là vient l'endettement qui en résulte.

Un autre bel exemple, c'est celui de la vache folle. Le prix est tombé de 75 %. Aujourd'hui, le revenu est à peine à 50 % de ce qu'on recevait avant la crise. Quant à lui, le prix au consommateur n'a pas baissé.

La concentration des fermes, elle, se poursuit. Le nombre de fermes est en chute libre. On parle aujourd'hui de la taille des entreprises, d'endettement, de relèvement et de crise du revenu. Il y a maintenant un nouveau terme trop à la mode en agriculture : celui de la détresse psychologique. Les facteurs cités précédemment sont les responsables de cette détresse psychologique arrivée en agriculture.

Dans un deuxième temps, cela permet à l'intégration de se développer. Crise de revenu après crise de revenu, le jour n'est pas très loin où Novartis, par exemple, achète Monsanto pour ensuite acheter Cargill. Cette nouvelle multinationale produira des aliments standardisés avec des ingrédients que nous souhaitons probablement pas (par exemple avec des OGM dans les produits végétaux et animaux) et qui limiteront nos choix comme individus. On appelle ça de l'intégration verticale (très populaire aux États-Unis) : cela permet de contrôler toutes les étapes de la production c'est-à-dire de la semence à l'assiette du consommateur. Ces multinationales feront la loi partout où elles iront. Elles le font déjà comme dans l'exemple que j'ai donné sur l'importation des produits laitiers. Elles dicteront ce que notre assiette contient de A à Z.

Un producteur agricole, où qu'il soit, doit suivre les réglementations dictées par son pays. Il n'a pas la force ni les moyens de les contester et de les contourner. Mais ces multinationales, ELLES, elles le font. Il y a un moyen de ne pas en arriver là, c'est en supportant la ferme familiale. Mais en avons-nous le goût? Sommes-nous prêts à prendre les moyens?

Pour ceux qui s'en souviennent, il y a eu en 1997 le sommet sur l'agriculture présidé par le premier ministre du temps monsieur Lucien Bouchard. À l'époque, on a demandé à l'agriculture de doubler ses exportations. Les productions laitière et porcine ont dit oui car cela devait créer de l'activité économique et permettre à tous les maillons de la filière de prospérer. Et bien ironie du sort, M. Lucien Bouchard a été engagé pour dénouer l'impasse d'Olymel. Ça va très mal aujourd'hui en production porcine qui, dans le passé, a misé sur l'exportation pour se développer. Conclusion de M. Bouchard, il faut baisser les salaires des travailleurs dans les abattoirs pour qu'Olymel survive. Ce qui était supposé nous enrichir à l'époque nous appauvrit aujourd'hui. Les régions s'appauvrissent. L'agriculture est le moteur économique des régions. Selon un article de La Terre de chez nous, en date du 25 janvier en page 4, le Farm Bill américain investirait 19,1 milliards dans les programmes de soutien et 500 millions dans les programmes appelés « boîtes vertes ». C'est leur choix de société. Tout cet argent a une conséquence sur notre agriculture qui est beaucoup moins subventionnée. Nous ne sommes pas à armes égales pour compétitionner. On parle de 38 % de subventions en Europe, de 27 % aux États-Unis et 14% au Canada, toute production confondue, dont aucune dans les productions sous gestion de l'offre. On parle d'environ 7 % au Québec.

Pour ce qui est de la souveraineté alimentaire, les politiques adoptées aujourd'hui en agriculture dicteront notre avenir.

Le pourcentage du revenu dépensé pour un panier d'épicerie baisse d'année en année. Selon les études, en 100 ans, on est passé de 60 % à 12 %. Tous les gains d'efficacités que fait l'agriculteur se sont les consommateurs qui en bénéficient. Ce pourcentage baisse d'année en année.

Je suis les négociations internationales (OMC). Alors comment se fait-il que je suis si inquiet pour l'avenir de la gestion de l'offre? Toutes les nouvelles que nous lisons à ce sujet sont très inquiétantes; le Canada ne semble pas vouloir soutenir l'agriculture dans ces négociations. Je vous ai annexé des exemples qui contribuent aux questionnements et en partie à la détresse psychologique que j'ai décrite plus haut. Depuis 5 ou 6 ans, ce ne sont que des mauvaises nouvelles que nous avons.

Selon moi, si on projète le modèle actuel dans l'avenir, un petit nombre de fermes s'accapareront 90 % des recettes agricoles et l'autre 10 % d'une agriculture de créneau par des petits producteurs transformateurs. Des miettes seront partagées par ceux qui ont des revenus autres que l'agriculture.

L'agriculture n'est pas un secteur économique comme les autres et ne doit pas être traité de la même façon. On travaille avec du vivant qu'il soit animal ou végétal. Le rythme de production est beaucoup plus lent. on fait les semailles le printemps pour ne récolter qu'à l'automne. Dans ma production, on utilise de la

génétique du début des années 2000 : inséminer une vache qui prend 9 mois de gestation et 2 ans d'élevage avant d'avoir une nouvelle vache. La naissance d'une génisse et la vue d'un beau champ de céréales ou de foin nous valorisent énormément. De là vient l'amour du métier.

Si l'on veut pour l'avenir garder une agriculture à dimension humaine, nous devons adopter des politiques qui feront en sorte qu'elle demeure rentable. Cela permettra à la relève de s'implanter et de prospérer. Des politiques agricoles axées sur le long terme nous permettant d'être au pair avec les producteurs des autres pays favoriseraient le maintien des fermes de dimension moyenne. Nous sommes aussi efficaces que n'importe qui j'en suis convaincu, il s'agit juste d'avoir les mêmes outils.

Une coïncidence que celle de votre Commission en même temps que le succès du groupe Mes Aïeux avec leur chanson Dégénération qui parle du changement de valeur de la société et de l'agriculteur.

En terminant, la société québécoise récoltera ce qu'elle sème aujourd'hui.

ANNEXES

- ✓ Étude « La gestion de l'offre dans le secteur laitier, un mode de régulation toujours pertinent » (septembre 2004)
- ✓ Résumé de l'étude
- ✓ Mise à jour de l'étude (mai 2006)
- ✓ Sommaire de l'étude
- ✓ Articles de journaux